



*Liberté • Égalité • Fraternité*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS *SPECIAL DELEGATION DE SIGNATURE***

*Edition n° 18 du 27 juin 2013*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

➡ sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
***[www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr)***

➡ aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 27 juin 2013

SOMMAIRE
----------

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	704
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	704
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	704
Bureau de l'interministérialité.....	704
Arrêté N° 13.BI.14 du 21 juin 2013 portant délégation de signature au Colonel Stéphane BEAUDOUX en matière de réquisition de sapeurs-pompiers professionnels et personnels administratifs et techniques du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle pendant un mouvement de grève.....	704

**ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES****PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N° 13.BI.14 du 21 juin 2013 portant délégation de signature au Colonel Stéphane BEAUDOUX en matière de réquisition de sapeurs-pompiers professionnels et personnels administratifs et techniques du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle pendant un mouvement de grève**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1424-2, L.1424-30, L.1424-33 et L.2215-1 ;  
VU le Code du travail et notamment ses articles L2512-1 à L2512-5 relatifs à la grève dans les services publics ;  
VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;  
VU la loi n°1983-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires modifié ;  
VU la loi n°1984-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;  
VU la loi n°2004-811 du 13 août 2004 relative à la modernisation de la sécurité civile ;  
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;  
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant Monsieur Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;  
VU l'arrêté préfectoral n°98-048 du 5 mars 1998 portant organisation du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er mars 1998 ;  
VU l'arrêté conjoint du Ministre de l'intérieur, de l'Outre-Mer, des collectivités territoriales et de l'immigration et du Président du Conseil d'administration du SDIS de Meurthe-et-Moselle en date du 6 septembre 2011 nommant Monsieur Stéphane BEAUDOUX, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er octobre 2011 ;  
VU l'arrêté n°13-562 du Président du conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle en date du 28 mars 2013 portant modification du règlement intérieur du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle et organisant le service minimum en cas de mouvement de grève ;  
CONSIDERANT que l'article L.2215-1 4° du Code général des collectivités territoriales dispose qu'en cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé, pour toutes les communes du département ou plusieurs ou une seule d'entre elles, réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées ;  
CONSIDERANT que, dans le cas où des agents du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle refuseraient de se soumettre à l'ordre de désignation de leur employeur pour assurer le service minimum mis en place par lui lors d'un mouvement social, il serait nécessaire de requérir ces agents pour préserver la sécurité des personnes, des biens et de l'environnement ;  
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

**Article 1er** : Délégation de signature est donnée à Monsieur Stéphane BEAUDOUX, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer les arrêtés de réquisition de sapeurs-pompiers professionnels et personnels administratifs et techniques du corps départemental des sapeurs-pompiers de Meurthe-et-Moselle, en cas d'urgence et lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon fonctionnement du service départemental d'incendie et de secours pendant un mouvement de grève ne permet plus d'assurer les missions qui lui sont dévolues en application de l'article L.1424-2 du code général des collectivités territoriales.

**Article 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane BEAUDOUX, il est donné délégation de signature à Monsieur Jean-Jacques HORB, colonel de sapeurs-pompiers professionnels, directeur départemental adjoint des services d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle.

**Article 3** : Le secrétaire général et le directeur départemental des services d'incendie et de secours sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 21 juin 2013

Le Préfet,  
Raphaël BARTOLT

